

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
44036 Nantes Cedex 2

Nantes, le 22/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CASTEL FRERES

Domaine de l'Hyvernière
44330 La Chapelle-Heulin

Références : N4-2024-527-RI
Code AIOT : 0006302050

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/05/2024 dans l'établissement CASTEL FRERES implanté Domaine de l'Hyvernière 44330 La Chapelle-Heulin. L'inspection a été annoncée le 06/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection fait suite à deux signalements de la présence d'eaux blanchâtres dans des fossés en aval de l'installation, constatées le 3/04 puis de nouveau le 20/04.

Les services de l'Office Français de la Biodiversité (OFB) ont procédé le 4 mai à un contrôle sur site suite à ces signalements. A l'issue de ce contrôle, l'OFB a conclu que la régularisation de la situation était en cours et ont transmis le suivi du dossier à l'inspection des installations classées. L'inspection objet du présent rapport fait suite à cette transmission.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CASTEL FRERES
- Domaine de l'Hyvernière 44330 La Chapelle-Heulin
- Code AIOT : 0006302050
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'activité du site consiste à stocker, vinifier et embouteiller du vin. Le site est autorisé à embouteiller 1 500 000 hl/an.

Thèmes de l'inspection :

- Suite à incident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Information de l'inspection des installations classées des incidents ou accidents	Arrêté Préfectoral du 17/06/2008, article 2.6	Demande d'action corrective	15 jours
2	Isolement des réseaux	Arrêté Préfectoral du 17/06/2008, article 4.2.3.2	Demande d'action corrective	1 mois
3	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 17/06/2008, article 4.2.2	Demande d'action corrective	1 mois
5	Entretien et surveillance des réseaux de collecte d'eaux	Arrêté Préfectoral du 17/06/2008, article 4.2.3	Demande d'action corrective	1 mois
6	Bassin de confinement des eaux polluées en cas de sinistre	Arrêté Préfectoral du 17/06/2008, article 7.10.6.1	Demande d'action corrective	1 mois
7	Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires avant rejet dans le milieu	Arrêté Préfectoral du 17/06/2008, article 4.3.9	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 17/06/2008, article 5.1.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté, au cours de ce contrôle, des non-conformités pour lesquelles l'exploitant devra justifier de mesures correctives.

Il fera part de l'ensemble de ses propositions d'actions correctives sous 1 mois accompagnées d'un échéancier de mise en œuvre.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Information de l'inspection des installations des incidents ou accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/2008, article 2.6
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a reçu un signalement, début avril 2024, de la présence d'eaux blanchâtres rejetées dans les fossés menant au Marais de Goulaine. Suite à ce signalement, l'exploitant a identifié les eaux issues de son bassin d'orage comme étant à l'origine du signalement. Il a procédé le 3/04/24 à l'isolement de son bassin d'orage par un ballon d'obturation. Le 24/04/24, un signalement similaire est parvenu à l'exploitant, qui a alors constaté le dégonflement du ballon d'obturation du bassin. Il a alors procédé au regonflage du ballon. Lors de ces 2 signalements, l'exploitant n'a pas informé l'inspection des installations classées, qui n'a reçu l'information que le 29/04 par un autre service de l'État.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit s'organiser pour que tout incident ou accident survenu du fait du fonctionnement de ses installations qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement soit déclaré à l'inspection des installations classées, dans les meilleurs délais. Il précisera les dispositions prises en ce sens. Il transmettra à l'inspection des installations classées, sous 15 jours, un rapport d'incident. Ce rapport précisera, en particulier, les circonstances et les causes de l'incident, les effets sur l'environnement et les mesures prises ou envisagées pour éviter un incident similaire.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N°2 : Isolement des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/2008, article 4.2.3.2
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement et d'eaux pluviales de l'établissement par rapport à l'extérieur. A cet effet, la station d'épuration et les bassins d'orage des zones BV1 et BV2 (cf annexe 2) seront équipés à leur aval d'une vanne isolement avec le milieu récepteur.
Constats : L'exploitant indique que le bassin d'orage ne dispose pas de vanne d'isolement, ceci depuis qu'il est l'exploitant du site (2007). Le dispositif utilisé par l'exploitant (ballon d'obturation, qui a subi une défaillance) n'est pas

conforme à son arrêté préfectoral d'autorisation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant procédera à la mise en place d'une vanne d'obturation sur son bassin d'orage, conformément à son arrêté préfectoral d'autorisation. Par ailleurs, il justifiera de l'existence d'une vanne d'isolement en sortie de station d'épuration.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N°3 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/2008, article 4.2.2
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître les secteurs collectés et les ouvrages de toutes sortes.
Constats : L'exploitant a identifié des causes structurelles envisageables : connexions suspectées entre réseau d'eaux pluviales et réseau d'eaux usées et absence de curage du bassin d'orage. L'exploitant indique être en cours de programmation, pour réalisation dans les prochaines semaines, d'un diagnostic de ses réseaux d'eaux usées et d'eaux pluviales ainsi que du curage de son bassin d'orage.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant procédera à la réalisation du diagnostic de ses réseaux d'eau. A l'issue, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le rapport qui sera établi.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N°4 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/2008, article 5.1.4
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L.511.1 du code de l'environnement.
Constats : Parmi les causes identifiées par l'exploitant comme pouvant être à l'origine des eaux blanchâtres de son bassin d'orage, figure l'absence de curage du bassin d'orage depuis 15 ans environ. L'exploitant a procédé, en mai 2024, à une bathymétrie de son bassin d'orage, afin de procéder à son curage et à l'évacuation des sédiments.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant procédera à l'analyse de la qualité des sédiments présents dans son bassin d'orage, avant de procéder à leur évacuation ou élimination dans une filière conforme à la réglementation.

De plus, il s'assurera que le volume utile de son bassin d'orage respecte les prescriptions de son arrêté d'autorisation (3200 m³ + 300 m³).

Type de suites proposées : Sans suite

N°5 : Entretien et surveillance des réseaux de collecte d'eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/2008, article 4.2.3
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.
Constats : L'exploitant n'a jusqu'à présent jamais procédé au curage de son bassin d'orage.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant procédera sous 1 mois au curage de son bassin d'orage. A l'issue, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le rapport qui sera établi.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N°6 : Bassin de confinement des eaux polluées en cas de sinistre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/2008, article 7.10.6.1
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollué lors d'un sinistre. A cet effet, un bassin d'une capacité minimum de 1373 m ³ est mis en place.
Constats : Lors de l'inspection, le bassin de rétention des eaux d'extinction était utilisé pour stocker l'excédent d'eau du bassin d'orage. Il était donc très partiellement utilisable en cas d'incendie.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra maintenir son bassin de rétention des eaux d'extinction à un niveau aussi bas que possible. En effet, dans cette situation dégradée, l'exploitant indique qu'il lui est incontournable de faire transiter les eaux du bassin d'orage par ce bassin de rétention pour les envoyer vers sa station d'épuration.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N°7 : Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires avant rejet dans le milieu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/2008, article 4.3.9
Thème(s) : Risques chroniques, -
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter avant rejet dans le milieu récepteur les valeurs limites en concentration et flux: - débit maximal: 250 m ³ /jr

- DCO: 90 mg/L
Constats : L'inspection des installations prend acte du fait que les rejets en sortie de station d'épuration pourront jusqu'au 31 août 2024 atteindre au maximum 300 m ³ /jour, alors que le niveau maximal est fixé à 250 m ³ /j dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17-06-2008. Le rejet sera réalisé dans le respect des flux définis dans cet arrêté.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sous 3 mois, l'exploitant adressera à l'inspection des installations classées un bilan de la situation et des actions réalisées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

Autres points évoqués lors de l'inspection

L'exploitant a mis en place plusieurs dispositifs à la suite des signalements : obturation et by-pass du bassin d'orage, obturation d'autres conduites et points de rejets, mise en place d'une station de traitement mobile et réalisation d'analyses afin d'identifier l'origine de la couleur blanchâtre constatée.

La nature du ou des composé(s) à l'origine de la couleur blanchâtre des eaux stockées dans le bassin d'orage étant pour le moment inconnue de l'exploitant, **ce dernier poursuivra ses investigations afin de déterminer cette origine.** Après s'être assuré que sa station d'épuration est efficace pour abattre ce ou ces composé(s), l'exploitant pourra procéder progressivement au traitement, par sa station d'épuration des eaux usées, des eaux blanchâtres contenues dans son bassin d'orage afin d'en faire baisser le niveau.